

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/41976]

29 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 16 mai 2019 relative au Contrat École

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 8 ;

Vu l'ordonnance du 16 mai 2019 relative au Contrat École, les articles 4, 5, 8, 10, 15, § 2, 18, 21, 23 et 26 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 21 août 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 2020 ;

Vu le test réalisé en application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis n° 68.149/4 du Conseil d'État donné le 10 novembre 2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Conseil économique et social (Brupartners) daté du 19 novembre 2020 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé du Développement territorial ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o ordonnance : l'ordonnance du 16 mai 2019 relative au Contrat École ;

2^o appel à candidatures : l'appel à candidatures visé à l'article 4 de l'ordonnance ;

3^o programme : le programme de Contrat École adopté par le Gouvernement conformément aux articles 5 à 8 de l'ordonnance et aux dispositions du présent arrêté ;

4^o rapport final: rapport présentant, pièces justificatives à l'appui, soit pour chaque opération ou action subventionnée en application du présent arrêté, soit pour un ensemble d'opérations ou actions subventionnées, l'évolution, l'exécution et la part des objectifs et résultats atteints ainsi que les perspectives de pérennisation.

TITRE II. — Procédure d'adoption du Contrat École

CHAPITRE I^{er}. — L'appel à candidatures

Art. 2. L'appel à candidatures visé à l'article 4, § 1^{er}, de l'ordonnance mentionne :

1^o le délai dans lequel le dossier de candidature doit être introduit auprès du BBP ;

2^o le rappel que, conformément à l'article 4, §§ 2 et 3, de l'ordonnance, sont seuls éligibles les dossiers de candidature introduits pour un établissement scolaire et ses abords situés dans la Zone de revitalisation urbaine et qui accueille un public scolaire fragilisé ;

3^o les éventuels critères de sélection complémentaires à ceux visés à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance et leur pondération ;

4^o les éléments que le dossier de candidature doit contenir ;

5^o les coordonnées du service auprès duquel des informations complémentaires peuvent être obtenues.

Art. 3. Lorsqu'il définit des critères complémentaires de sélection dans l'appel à candidatures, le Gouvernement peut les décliner sous la forme de critères de recevabilité et de critères d'octroi et tient compte de la nécessité de pouvoir répartir les candidatures entre elles, à tout le moins en fonction :

1^o de leur adéquation aux objectifs poursuivis par l'ordonnance ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/41976]

29 APRIL 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 16 mei 2019 in verband met het Schoolcontract

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 8 ;

Gelet op de ordonnantie van 16 mei 2019 in verband met het Schoolcontract, de artikelen 4, 5, 8, 10, 15, § 2, 18, 21, 23 et 26 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 augustus 2020 ;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 21 september 2020 ;

Gelet op de verrichte test ter uitvoering van artikel 2, § 1, eerste lid, 1^o van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest ;

Gelet op het advies nr.68.149/4 van de Raad van State, gegeven op 10 november 2020, in overeenstemming met artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad (Brupartners) gedateerd op 19 november 2020 ;

Op voordracht van de minister-president, belast met Ruimtelijke Ontwikkeling ;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o ordonnantie: de ordonnantie van 16 mei 2019 in verband met het Schoolcontract ;

2^o oproep tot kandidaatstelling: de oproep tot kandidaatstelling zoals bedoeld in artikel 4 van de ordonnantie ;

3^o programma: het Schoolcontractprogramma dat door de Regering wordt aangenomen in overeenstemming met de artikelen 5 tot 8 van de ordonnantie en de bepalingen van dit besluit ;

4^o eindverslag: een verslag dat, gestaafd door bewijsstukken, hetzij voor elke operatie of actie die gesubsidieerd wordt in toepassing van dit besluit, hetzij voor een geheel van op die basis gesubsidieerde operaties of acties, een beschrijving geeft van de evolutie, de uitvoering en het aandeel van de behaalde doelstellingen en resultaten, alsook van de vooruitzichten op duurzaamheid.

TITEL II. — Goedkeuringsprocedure van het Schoolcontract

HOOFDSTUK I. — De oproep tot kandidaatstelling

Art. 2. De oproep tot kandidaatstelling als bedoeld in artikel 4, lid 1, van de ordonnantie vermeldt:

1^o de uiterste datum waarop het kandidatuurdossier moet worden ingediend bij het BPB ;

2^o de herinnering dat in overeenstemming met artikel 4, §§ 2 en 3 van de ordonnantie, alleen kandidatuurdossiers die worden ingediend voor een onderwijsinstelling en haar omgeving gelegen in de zone voor stedelijke herwaardering en met een kwetsbare schoolbevolking in aanmerking komen ;

3^o de eventuele aanvullende selectiecriteria bij de criteria bedoeld in artikel 4, § 2, eerste lid van de ordonnantie en hun weging ;

4^o de elementen die het kandidatuurdossier moet bevatten ;

5^o de contactgegevens van de dienst waar aanvullende informatie kan worden verkregen.

Art. 3. Bij de vaststelling van aanvullende selectiecriteria in de oproep tot kandidaatstelling kan de Regering deze specificeren in de vorm van ontvankelijkheids- en toekenningscriteria en houdt ze rekening met de noodzaak om een keuze te kunnen maken tussen de candidaturen onderling, minstens op basis van:

1^o hun afstemming op de doelstellingen die de ordonnantie nastreeft ;

2° de la situation du public scolaire que l'établissement scolaire visé par chaque candidature accueille, suivant des indicateurs propres aux élèves ou à l'établissement scolaire lui-même ;

3° du contexte du quartier ;

4° du fait que les candidatures feraient ou non double emploi compte tenu de la mise en œuvre en cours d'un ou d'autres programmes sur le même périmètre ou partie du même périmètre ;

Le Gouvernement tient également compte des objectifs suivants pour compléter au besoin les critères de sélection visés à l'alinéa 1^{er} :

1° les pouvoirs organisateurs sélectionnés doivent, considérés dans leur ensemble et le cas échéant en tenant compte des programmes déjà mis en œuvre, refléter autant que possible la diversité des niveaux et réseaux d'enseignement ;

2° les établissements scolaires visés dans les dossiers doivent, considérés dans leur ensemble, s'inscrire dans une répartition équilibrée au sein de la Zone de revitalisation urbaine.

Art. 4. L'appel à candidatures est notifié par le Ministre ou son délégué aux pouvoirs organisateurs des établissements scolaires situés dans la Zone de revitalisation urbaine.

Art. 5. Au sens de l'article 4, § 2, de l'ordonnance, accueille un public scolaire fragilisé l'établissement scolaire dont le pouvoir organisateur démontre qu'il bénéficie ou serait susceptible de bénéficier de mesures de discrimination positive en vertu d'une législation adoptée en matière d'enseignement et s'appliquant à l'établissement scolaire, à l'implantation ou aux élèves scolarisés dans cet établissement ou cette implantation.

Le Gouvernement précise au besoin ce critère de sélection dans l'appel à candidatures, lorsqu'il définit les critères complémentaires de sélection conformément à l'article 3.

CHAPITRE II. — Contenu du dossier de candidature

Art. 6. Le dossier de candidature contient le formulaire de candidature dont le Ministre fixe le modèle.

Le Ministre fixe également l'inventaire des annexes à joindre au formulaire de candidature visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — Sélection des candidatures

Art. 7. Avant la fin du dernier trimestre de l'année au cours de laquelle l'appel à candidatures est lancé, le Gouvernement, tenant compte des moyens budgétaires disponibles et de l'ensemble des critères de sélection contenus dans l'ordonnance, le présent arrêté et l'appel à candidatures, sélectionne les candidatures sur avis motivé du BBP, qui peut joindre à sa proposition les avis qu'il aurait jugé utile de recueillir.

Art. 8. La décision du Gouvernement relative à la sélection des candidatures est notifiée sans délai aux pouvoirs organisateurs candidats et contient les informations utiles concernant la mise sur pied du comité d'accompagnement. Le Gouvernement en informe également la commune sur le territoire duquel est situé l'établissement scolaire ou l'implantation concernés par la candidature sélectionnée.

CHAPITRE IV. — Élaboration du programme

Art. 9. Pour établir le diagnostic et fixer les priorités conformément à l'article 5, alinéa 2, 2°, de l'ordonnance, le BBP fait procéder à une étude urbanistique, environnementale et socio-économique du périmètre, et organise un processus participatif visant à permettre aux acteurs concernés de participer à l'élaboration du programme de Contrat École ou à la réflexion y relative.

Art. 10. Le BBP établit et soumet au Gouvernement le projet de programme relatif à chaque candidature sélectionnée ainsi que l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 6 de l'ordonnance au plus tard avant la fin de la deuxième année qui suit l'appel à candidatures.

S'il le juge utile, le Gouvernement détermine quels documents ou informations complémentaires doivent être inclus dans le projet de programme visé à l'article 5 de l'ordonnance.

2° de situatie van de schoolbevolking die wordt onthaald door de schoolinstelling waarop elke kandidatuur betrekking heeft, aan de hand van indicatoren die eigen zijn aan de leerlingen of aan de schoolinstelling zelf;

3° de context van de wijk;

4° het feit dat de candidaturen al dan niet een overlapping vormen, gelet op de lopende uitvoering van een of meer andere programma's binnen dezelfde perimetre of een deel van dezelfde perimetre.

De Regering houdt ook rekening met de volgende doelstellingen om zo nodig de in het eerste lid bedoelde selectiecriteria aan te vullen:

1° de geselecteerde inrichtende machten moeten, in hun geheel beschouwd en in voorkomend geval rekening houdend met de reeds uitgevoerde programma's, de diversiteit van de onderwijsniveaus en -netten zoveel mogelijk weerspiegelen;

2° de in de dossiers vermelde onderwijsinstellingen moeten, in hun geheel beschouwd, passen binnen een evenwichtige verdeling binnen de zone voor stedelijke herwaardering.

Art. 4. De oproep tot kandidaatstelling wordt door de minister of zijn afgevaardigde aan de inrichtende machten van de onderwijsinstellingen in de zone voor stedelijke herwaardering meegedeeld.

Art. 5. In de zin van artikel 4, § 2 van de ordonnantie onthaalt een onderwijsinstelling een kwetsbare schoolbevolking als de inrichtende macht aantoonde dat zij profiteert of kan profiteren van maatregelen voor positieve discriminatie op grond van wetgeving die op het gebied van onderwijs is aangenomen en die van toepassing is op de onderwijsinstelling, de vestiging of de leerlingen die in die instelling of vestiging zijn ingeschreven.

De Regering specificiert dit selectie criterium zo nodig in de oproep tot kandidaatstelling, bij de vaststelling van de aanvullende selectiecriteria in overeenstemming met artikel 3.

HOOFDSTUK II. — Inhoud van het kandidatuur dossier

Art. 6. Het kandidatuur dossier bevat het kandidatuurformulier, waarvan het model door de minister of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld.

De minister of zijn afgevaardigde bepaalt tevens de lijst van bijlagen die bij het in het eerste lid bedoelde kandidatuur dossier moeten worden gevoegd.

HOOFDSTUK III. — Selectie van de candidatures

Art. 7. Vóór het einde van het laatste kwartaal van het jaar waarin de oproep tot kandidaatstelling wordt gedaan, selecteert de Regering, op grond van de beschikbare begrotingsmiddelen en alle selectiecriteria die in de ordonnantie, dit besluit en de oproep tot kandidaatstelling zijn opgenomen, de candidaturen op met redenen omkleed advies van het BPB, dat bij zijn voorstel alle adviezen kan voegen dat het nuttig acht.

Art. 8. Het besluit van de Regering over de selectie van de candidaturen wordt zo snel mogelijk ter kennis gebracht van de kandidaat-inrichtende machten en bevat de relevante informatie over de oprichting van het begeleidingscomité. De Regering informeert ook de gemeente op het grondgebied waarvan de onderwijsinstelling of de vestiging waarop de geselecteerde kandidatuur betrekking heeft, zich bevindt.

HOOFDSTUK IV. — Opstelling van het programma

Art. 9. Om de diagnose te stellen en de prioriteiten te bepalen in overeenstemming met artikel 5, tweede lid, 2°, van de ordonnantie, laat het BPB een stedenbouwkundige, milieu- en socio-economische studie van de perimetre uitvoeren en organiseert het een participatief proces om de betrokken actoren de kans te geven deel te nemen aan de opstelling van het programma van het Schoolcontract of aan de denkoefening daarover.

Art. 10. Het BPB stelt het ontwerp programma voor elke geselecteerde kandidatuur op en dient dit, samen met het advies van het in artikel 6 van de ordonnantie bedoelde begeleidingscomité, uiterlijk voor het einde van het tweede jaar na de oproep tot kandidaatstelling bij de Regering in.

Indien de Regering dit nuttig acht, bepaalt zij welke aanvullende documenten of inlichtingen moeten worden opgenomen in het ontwerp programma zoals bedoeld in artikel 5 van de ordonnantie.

CHAPITRE V. — *Adoption du programme*

Art. 11. Le Gouvernement adopte le programme dans les quarante-cinq jours suivant sa transmission par le BBP.

Dans sa décision, le Gouvernement décrit la nature et l'objet des opérations et actions qui seront subventionnées sur la base de ce programme ainsi que l'ordre de priorité s'agissant de leur exécution. Conformément aux articles 17 et 19 de l'ordonnance, il y détermine le montant de la subvention régionale et le taux de subventionnement.

Sa décision est notifiée sans délai aux bénéficiaires, à la commune sur le territoire de laquelle le programme est appelé à être exécuté et au pouvoir organisateur s'il n'est pas bénéficiaire.

TITRE III. — *Modification du programme ou compléments au programme*

Art. 12. Sur proposition du BBP formulée soit d'initiative, soit à la demande du bénéficiaire, le Gouvernement peut adopter des modifications et des compléments à un Contrat Ecole, entre le sixième et le trente-sixième mois qui suivent le premier jour du mois suivant la décision d'adoption visée à l'article 11.

Toute proposition de modification ou de complément de programme doit recueillir l'avis du comité d'accompagnement.

Art. 13. Si la modification ou le complément proposé requièrent une modification des montants accordés ou à accorder aux bénéficiaires en exécution d'un programme de Contrat Ecole, le Gouvernement se prononce dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier accompagnant la proposition du BBP.

Si la modification ou le complément proposés sont sans impact sur les montants accordés aux bénéficiaires d'un programme de Contrat Ecole, par dérogation à l'article 12, le Ministre se prononce en lieu et place du Gouvernement sur la demande, dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier accompagnant la proposition du BBP.

TITRE IV. — *Nature et objet des actions et opérations susceptibles d'être subventionnées*CHAPITRE I^{er}. — *Opérations d'investissement*

Art. 14. Pour être subventionnées, les opérations d'investissement doivent, conformément aux articles 11, 1^o, et 18, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance, être prévues au programme et avoir pour objet de construire, de reconstruire, de maintenir, de réhabiliter, d'accroître, d'assainir ou d'améliorer l'établissement scolaire et son environnement immédiat afin de le mettre à disposition des habitants du quartier et du public scolaire.

Les subventions d'opérations d'investissements peuvent également porter sur les études ainsi que les essais techniques.

Art. 15. Peuvent être également subventionnées à ce titre toutes les opérations non prévues au programme mais imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, tels que les actes et travaux conservatoires ou urgents.

CHAPITRE II. — *Opérations destinées à requalifier l'espace public*

Art. 16. Pour être subventionnées, les opérations destinées à requalifier l'espace public doivent, conformément aux articles 11, 2^o, et 18, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance, être prévues au programme et avoir pour objet de créer des espaces publics ou améliorer des espaces publics existants afin d'en augmenter notamment le confort, la sécurité, les qualités esthétiques ou environnementales et la convivialité. Elles peuvent également concerner la mobilité.

Les subventions d'opérations destinées à requalifier l'espace public peuvent également porter sur les études ainsi que les essais techniques.

Art. 17. Peuvent être également subventionnées à ce titre toutes les opérations non prévues au programme mais imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, tels que les actes et travaux conservatoires ou urgents.

CHAPITRE III. — *Actions socio-économiques*

Art. 18. Pour être subventionnées, les actions socio-économiques doivent, conformément aux articles 11, 3^o, et 18, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance, être prévues au programme et viser à favoriser la cohésion sociale et l'insertion socioprofessionnelle notamment par la mise à disposition d'équipements collectifs et par l'incitation à la

HOOFDSTUK V. — *Goedkeuring van het programma*

Art. 11. De Regering keurt het programma binnen vijfenveertig kalenderdagen na de voorlegging ervan door het BPB goed.

In haar besluit beschrijft de Regering de aard en het voorwerp van de operaties en acties die op basis van dit programma zullen worden gesubsidieerd en de volgorde van prioriteit voor de uitvoering ervan. Ze legt er het bedrag van de gewestelijke subsidie en het subsidiepercentage in vast.

Haar besluit wordt zo snel mogelijk meegedeeld aan de begunstigen, aan de gemeente op het grondgebied waarvan het programma moet worden uitgevoerd en aan de inrichtende macht indien deze niet de begunstigde is.

TITEL III. — *Wijziging van het programma of aanvullingen op het programma*

Art. 12. Op voorstel van het BPB, of op eigen initiatief, of op verzoek van de begunstigde, kan de Regering tussen de zesde en de zesentwintigste maand na het in artikel 11 bedoelde goedkeuringsbesluit aanpassingen aan en aanvullingen op een Schoolcontract goedkeuren.

Voor elk voorstel tot aanpassing van of aanvulling op het programma moet het advies van het begeleidingscomité worden ingewonnen.

Art. 13. Indien de voorgestelde aanpassing of aanvulling een aanpassing van de aan de begunstigen toegekende of toe te kennen bedragen vereist in het kader van de uitvoering van een Schoolcontractprogramma, neemt de Regering een besluit binnen vijfenveertig dagen na de ontvangst van het dossier dat bij het voorstel van het BPB is gevoegd.

Indien de voorgestelde aanpassing of aanvulling geen gevolgen heeft voor de aan de begunstigen van een Schoolcontractprogramma toegekende of toe te kennen bedragen, neemt de minister een besluit over het verzoek in plaats van de Regering, binnen dertig dagen na de ontvangst van het dossier dat bij het voorstel van het BPB is gevoegd, en dit in afwijking van artikel 12.

TITEL IV. — *Aard en voorwerp van de acties en operaties die kunnen worden gesubsidieerd*HOOFDSTUK I. — *Investeringsoperaties*

Art. 14. Om gesubsidieerd te worden, moeten de in artikel 11, 1^o, en 18, lid 1, van de ordonnantie bedoelde investeringsoperaties in het programma zijn opgenomen en tot doel hebben de onderwijsinstelling en haar onmiddellijke omgeving te bouwen, herbouwen, onderhouden, renoveren, uitbreiden, saneren of verbeteren om ze ter beschikking te stellen van de inwoners van de wijk en van de schoolbevolking, waarbij ernaar gestreefd wordt de veiligheid, de milieukwaliteit en de leefbaarheid te verhogen.

De subsidies voor investeringsoperaties kunnen ook betrekking hebben op de studies en de technische proeven.

Art. 15. In dit verband kunnen ook alle operaties worden gesubsidieerd die niet in het programma zijn opgenomen, maar die niet te voorzien zijn bij de uitwerking van het programma, zoals de bewaerende of dringende handelingen en werken.

HOOFDSTUK II. — *Operaties voor de herwaardering van de openbare ruimte*

Art. 16. Om gesubsidieerd te worden, moeten de in artikel 11, 2^o, en 18, lid 1 van de ordonnantie bedoelde operaties voor de herwaardering van de openbare ruimte in het programma zijn opgenomen en tot doel hebben openbare ruimten te creëren of bestaande openbare ruimten te verbeteren om er het comfort, de veiligheid, de esthetische of milieukwaliteiten en de gezelligheid van te verhogen. Ze kunnen ook betrekking hebben op de mobiliteit.

De subsidies voor operaties om de openbare ruimte te herkwalificeren kunnen ook betrekking hebben op de studies en de technische proeven.

Art. 17. In dit verband kunnen ook alle operaties worden gesubsidieerd die niet in het programma zijn opgenomen, maar die niet te voorzien zijn bij de uitwerking van het programma, zoals de bewaerende of dringende handelingen en werken.

HOOFDSTUK III. — *Socio-economische acties*

Art. 18. Om gesubsidieerd te worden, moeten de in artikel 11, 3^o, en 18, lid 1, van de ordonnantie bedoelde socio-economische acties in het programma zijn opgenomen en gericht zijn op het bevorderen van de sociale cohesie en de socioprofessionele inschakeling, meer bepaald door de terbeschikkingstelling van collectieve voorzieningen en door

participation des habitants à des activités au sein du périmètre du Contrat Ecole.

Art. 19. Peuvent être également subventionnées à ce titre toutes les actions non prévues au programme mais imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci.

CHAPITRE IV. — *Actions de coordination*

Art. 20. Peuvent être subventionnées les actions de coordination relatives aux opérations et actions visées à l'article 11, 1° à 3°, de l'ordonnance.

Il peut notamment s'agir :

1° de la prise en charge d'un montant forfaitaire destiné à couvrir la rémunération par l'un des bénéficiaires d'un coordinateur Ecole Quartier, désigné en vertu du programme et selon les modalités prévues par le programme ;

2° de la prise en charge d'un montant forfaitaire destiné à des dépenses liées à un marché public d'assistance à la maîtrise d'ouvrage attribué en vertu du programme et selon les modalités prévues par le programme ;

3° de la prise en charge d'un montant forfaitaire destiné à couvrir la rémunération par l'un des bénéficiaires d'un coordinateur technique désigné en vertu du programme et selon les modalités prévues par le programme ;

4° de la prise en charge de certains frais de fonctionnement, de communication, d'activités et de fournitures du coordinateur Ecole Quartier visé au 1° et du coordinateur technique visé au 3°.

TITRE V. — *Modalités générales et particulières de liquidation et d'utilisation des subventions*

Art. 21. Si, pour de justes motifs, une subvention octroyée en application d'un programme de Contrat Ecole n'est pas utilisée, en tout ou en partie, pour l'exécution de l'opération ou de l'action pour laquelle elle était destinée, le Gouvernement peut, sur proposition du BBP, modifier ou compléter le programme aux fins de réaffecter les montants non utilisés à d'autres opérations et actions du programme, adopté, modifié ou complété.

Art. 22. Conformément à l'article 92, alinéa 2, de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, le Gouvernement détermine la nature, l'étendue, les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire pour chaque subvention visée à l'article qui précède. Le Gouvernement fixe si nécessaire les modalités particulières de liquidation de chaque subvention précitée.

Les modalités particulières de liquidation de la subvention, déterminées le cas échéant en vertu de l'alinéa 1^{er}, sont toutefois fixées sans préjudice des modalités générales prévues au présent titre.

Art. 23. Pour les opérations d'investissement et les opérations destinées à requalifier l'espace public, la subvention est liquidée par tranches.

Une première tranche de vingt pour cent du montant de l'intervention régionale est versée sur le compte du bénéficiaire suite à l'adoption de l'arrêté d'octroi de la subvention, sur la base d'une déclaration de créance.

Une deuxième tranche de soixante pour cent du montant de l'intervention régionale est liquidée, pour chaque opération prévue au programme, après réception de l'ordre de commencer les travaux ou de la commande de fournitures et d'une déclaration de créance.

Le solde de vingt pour cent du montant de l'intervention régionale est liquidée, pour chaque opération subventionnée, après réception du dossier complet relatif à la réception de chacun des marchés passés pour exécuter cette opération, tel que visé à l'article 27, alinéa 2, 3°, et sans préjudice de l'article 25.

Pour les marchés de travaux, la réception visée à l'alinéa 4 est la réception provisoire si elle est prévue et, à défaut, la réception définitive.

Art. 24. Pour les actions socioéconomiques et les actions de coordination inscrites dans un programme en vue d'être exécutées sur une durée supérieure à 36 mois, la subvention est liquidée par tranches.

Une première tranche de vingt-cinq pour cent du montant de l'intervention régionale est liquidée au bénéficiaire suite à l'adoption de l'arrêté d'octroi de la subvention, sur la base d'une déclaration de créance.

het aanmoedigen van de leerlingen en de inwoners om deel te nemen aan activiteiten binnen de perimeter van het Schoolcontract.

Art. 19. In dit verband kunnen ook alle operaties worden gesubsidieerd die niet in het programma zijn opgenomen, maar die niet te voorzien zijn bij de uitwerking van het programma.

HOOFDSTUK IV. — *Coördinatieacties*

Art. 20. De coördinatieacties met betrekking tot de operaties en acties bedoeld in artikel 11, 1° tot 3°, van de ordonnantie kunnen worden gesubsidieerd.

Het kan onder meer gaan om:

1° de tenlasteneming van een forfaitair bedrag ter dekking van de bezoldiging van een coördinator School-Wijk, die is aangesteld krachtens het programma en volgens de in het programma vastgestelde modaliteiten;

2° het ten laste nemen van een forfaitair bedrag ter dekking van de uitgaven voor een overheidsopdracht voor bijstand aan het projecteigenaarschap, die wordt gegund krachtens het programma en volgens de in het programma vastgestelde modaliteiten;

3° het ten laste nemen van een forfaitair bedrag ter dekking van de bezoldiging door een van de begunstigden van een technisch coördinator, die wordt aangesteld krachtens het programma en volgens de in het programma vastgestelde modaliteiten;

4° het ten laste nemen van bepaalde werkings- en communicatiekosten, kosten voor activiteiten en benodigdheden van de in 1° bedoelde school-wijkcoördinator en van de in 3° bedoelde technisch coördinator.

TITEL V. — *Algemene en bijzondere voorwaarden voor de vereffening en het gebruik van de subsidies*

Art. 21. Indien een subsidie die is toegekend ter uitvoering van een programma van een Schoolcontract, om gegronde redenen niet wordt gebruikt, in haar geheel of gedeeltelijk, voor de uitvoering van de operatie of de actie waarvoor zij bestemd was, kan de Regering, op voorstel van het BPB, het programma aanpassen of aanvullen om de ongebruikte bedragen over te hevelen naar andere operaties en acties van het goedgekeurde, aangepaste of aangevulde programma.

Art. 22. In overeenstemming met artikel 92, tweede lid van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, bepaalt de Regering de aard, de omvang, de modaliteiten van het gebruik en van de door de begunstigde voor elke in het voorgaande artikel bedoelde subsidie te verstrekken bewijsstukken. De Regering bepaalt zo nodig de bijzondere vereffeningmodaliteiten van elke voornoemde subsidie.

De bijzondere vereffeningmodaliteiten van de subsidie, die in voorkomend geval op grond van het eerste lid worden vastgesteld, worden echter vastgesteld onverminderd de algemene modaliteiten waarin in deze titel is voorzien.

Art. 23. Voor de investeringsoperaties en de operaties bestemd voor de herwaardering van de openbare ruimte, wordt de subsidie in schijven betaald.

Een eerste schijf van twintig procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming wordt op basis van een schuldvordering op de rekening van de begunstigde gestort na de goedkeuring van het besluit tot toekenning van de subsidie.

Een tweede schijf van zestig procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming wordt voor elke in het programma geplande operatie betaald na ontvangst van de opdracht om met de werkzaamheden te beginnen of van de bestelling voor leveringen en van een schuldvordering.

Het saldo van twintig procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming wordt voor elke gesubsidieerde operatie vereffend na ontvangst van het volledige dossier betreffende de ontvangst van elk van de in artikel 27, tweede lid, 3°, bedoelde opdrachten voor de uitvoering van die operatie, en onverminderd artikel 25.

Bij opdrachten voor werken is de in lid 4 bedoelde aanvaarding een voorlopige aanvaarding indien daarin is voorzien, en bij gebreke daarvan een definitieve aanvaarding.

Art. 24. Voor socio-economische en coördinatieacties die in een programma zijn opgenomen om over een periode van meer dan 36 maanden te worden uitgevoerd, wordt de subsidie in schijven vereffend.

Een eerste schijf van vijftig procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming wordt op basis van een schuldvordering betaald aan de begunstigde na de goedkeuring van het besluit tot toekenning van de subsidie.

Une tranche de vingt-cinq pour cent du montant de l'intervention régionale est liquidée annuellement, durant la deuxième et troisième année d'exécution.

Une tranche de quinze pour cent du montant de l'intervention régionale est liquidée durant la quatrième année d'exécution ;

Le solde de dix pour cent de l'intervention régionale est liquidé au terme de la durée d'exécution de chaque action subventionnée, sans préjudice de l'article 25.

Art. 25. Le paiement du solde prévu aux articles qui précèdent ou dans la décision d'octroi du subside est subordonné à l'approbation, par le Ministre ou son délégué, du rapport final visé à l'article 30.

Art. 26. Le délai de vérification des documents reçus en application du présent titre est de soixante jours.

TITRE VI. — *Modalités complémentaires du contrôle du respect de l'ordonnance et du présent arrêté*

CHAPITRE 1^{er}. — *Actes soumis à information ou à approbation*

Art. 27. Sont soumises à information du Ministre ou son délégué toutes les décisions à prendre par le bénéficiaire pour mettre en œuvre une opération du programme nécessitant la passation d'un marché public ou d'une concession, ainsi que les dossiers complets sur lesquels ces décisions se fondent.

Sont également transmis pour information au Ministre ou à son délégué :

1° copie des notifications des décisions visées à l'alinéa 1^{er} ;

2° copie des ordres de commencer les travaux ;

3° le dossier complet relatif à la réception de chacun des marchés passés ;

4° les projets de conventions d'occupation ou de bail pour les opérations portant sur des équipements collectifs ;

5° les projets de conventions de gestion et d'exploitation visés à l'article 31.

Le Ministre définit ce qu'est un dossier au complet au sens de l'alinéa 1^{er} et de l'alinéa 2, 3°.

Art. 28. Sans préjudice de l'article 27, sont soumis à approbation préalable du Ministre ou de son délégué, dans les 60 jours de leur réception :

1° la décision d'attribuer un marché public de services et de travaux, ainsi que le dossier complet sur lequel cette décision se fonde ;

2° le dossier complet relatif à tout avant-projet de travaux de chaque opération d'investissement ou destinée à requalifier l'espace public.

Le Ministre définit ce qu'est un dossier au complet au sens de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

L'approbation préalable est exclusivement subordonnée à la vérification et au constat de la conformité de la décision ou du dossier au programme, à l'ordonnance et au présent arrêté.

Il est sursis au paiement de la subvention pendant le délai de 60 jours visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 29. BBP transmettra au Gouvernement une évaluation de la mise en œuvre des Programmes Contrat Ecole dans les 18 mois de l'échéance de leur délai d'exécution.

BBP procède la cas échéant à l'évaluation conjointe de plusieurs programmes adoptés et exécutés sur une même période.

CHAPITRE II. — *Rapports annuels et rapport final*

Art. 30. Pour les opérations d'investissement et les opérations destinées à requalifier l'espace public, le bénéficiaire transmet au BBP :

1° un rapport annuel décrivant précisément l'état d'avancement des opérations prévues au programme et des opérations nécessaires ou utiles à son exécution ;

2° un rapport final.

Jaarlijks wordt een schijf van vijftieng procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming vereffend, tijdens het tweede en derde jaar van de uitvoering.

Een schijf van vijftien procent van het bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming wordt vereffend tijdens het vierde jaar van de uitvoering.

Het saldo van tien procent van de gewestelijke tegemoetkoming wordt vereffend aan het einde van de uitvoeringsperiode van elke gesubsidieerde actie, onverminderd artikel 25.

Art. 25. De betaling van het in de voorgaande artikelen of in het besluit tot toekenning van de subsidie voorziene saldo is afhankelijk van de goedkeuring, door de minister of zijn afgevaardigde, van het in artikel 30 bedoelde eindverslag.

Art. 26. De termijn voor de verificatie van de in het kader van deze titel ontvangen documenten bedraagt zestig dagen.

TITEL VI. — *Aanvullende modaliteiten voor de controle van de naleving van de ordonnantie en dit besluit*

HOOFDSTUK I. — *Akten voorgelegd ter informatie of ter goedkeuring*

Art. 27. Alle besluiten die door de begunstigde moeten worden genomen voor de uitvoering van een operatie van het programma waarvoor een overheidsopdracht of concessie moet worden geplaatst, alsmede de volledige dossiers waarop deze besluiten zijn gebaseerd, worden ter informatie aan de minister of zijn afgevaardigde voorgelegd.

Ook de volgende elementen worden ter informatie doorgegeven aan de minister of aan zijn afgevaardigde:

1. kopieën van de kennisgevingen van de in het eerste lid bedoelde besluiten;

2° kopie van de orders om de werkzaamheden aan te vangen;

3° het volledige dossier met betrekking tot de oplevering van elk van de geplaatste opdrachten;

4° de ontwerpen van bezettings- of huurovereenkomsten voor de operaties met betrekking tot de openbare voorzieningen;

5° de in artikel 31 bedoelde ontwerpen van beheers- en exploitatie-overeenkomsten.

De minister bepaalt wat een volledig dossier is in de zin van het eerste lid en het tweede lid, 3°.

Art. 28. Onverminderd artikel 27 zijn de volgende zaken onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde, binnen 60 dagen na ontvangst ervan :

1° de beslissing tot gunning van een overheidsopdracht voor diensten en werken, samen met het volledige dossier waarop die beslissing is gebaseerd;

2° het volledige dossier met betrekking tot elk voorontwerp van werken voor elke investeringsoperatie of operatie voor de herwaardering van de openbare ruimte.

De minister bepaalt wat een volledig dossier is in de zin van het eerste lid, 1° en 2°.

De voorafgaande goedkeuring is afhankelijk van de verificatie en de vaststelling dat het besluit of het dossier in overeenstemming is met het programma, de ordonnantie en dit besluit.

De betaling van de subsidie wordt opgeschort gedurende de in het eerste lid bedoelde termijn van 60 dagen.

Art. 29. Het BPB bezorgt de Regering een evaluatie van de uitvoering van de Schoolcontractprogramma's binnen 18 maanden na het verstrijken van hun uitvoeringstermijn.

Het BPB verricht waar nodig een gezamenlijke evaluatie van meerdere programma's die voor dezelfde periode zijn goedgekeurd en uitgevoerd.

HOOFDSTUK II. — *Jaarverslagen en eindverslag*

Art. 30. In het geval van investeringsoperaties of operaties voor de herwaardering van de openbare ruimte legt de begunstigde het volgende voor aan het BPB:

1° een jaarverslag met een gedetailleerde beschrijving van de voortgang van de in het programma opgenomen operaties en de operaties die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering ervan;

2° een eindverslag.

Pour les actions socioéconomiques et les actions de coordination, le bénéficiaire transmet au BBP:

1° un rapport annuel décrivant précisément l'état d'avancement des actions prévues au programme et des actions nécessaires ou utiles à son exécution ;

2° un relevé annuel des dépenses et pièces justificatives y afférentes ;

3° un rapport final.

Le rapport final visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, et à l'alinéa 2, 3°, doit être transmis au plus tard à l'échéance d'un délai de six mois à dater de la fin du délai d'exécution initial ou le cas échéant du délai d'exécution complémentaire, conformément à l'article 14, § 2, de l'ordonnance.

CHAPITRE III. — *Gestion et exploitation confiées à un gestionnaire*

Art. 31. Le bénéficiaire qui confie la gestion et l'exploitation d'un équipement collectif ou d'un espace public à un gestionnaire conclut avec ce dernier une convention dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

TITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 32. Le Ministre qui a le Développement territorial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président chargé du Développement territorial,
R. VERVOORT

Voor de socio-economische en coördinatie-acties legt de begunstigde het volgende voor aan het BPB:

1° een jaarverslag met een gedetailleerde beschrijving van de voortgang van de in het programma opgenomen acties en de acties die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering ervan;

2° een jaarlijkse uitgavenstaat en de bijbehorende bewijsstukken;

3° een eindverslag.

Het eindverslag bedoeld in het eerste lid, 2°, en in het tweede lid, 3°, moet uiterlijk na afloop van een termijn van zes maanden na afloop van de oorspronkelijke uitvoeringstermijn of, in voorkomend geval, van de bijkomende uitvoeringstermijn, in overeenstemming met artikel 14, § 2 van de ordonnantie, worden ingediend.

HOOFDSTUK III. — *Beheer en uitbating toevertrouwd aan een beheerder*

Art. 31. Een begunstigde die het beheer en de uitbating van een collectieve voorziening of een openbare ruimte toevertrouwt aan een beheerder, sluit met deze laatste een overeenkomst waarvan het model door de minister of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld.

TITEL VII. — *Slotbepalingen*

Art. 32. De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President, bevoegd voor Ruimtelijke Ontwikkeling,
R. VERVOORT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/41958]

27 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/047 du 17 décembre 2020 concernant l'octroi aux locataires d'un prêt sur le loyer commercial dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 2, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/047 du 17 décembre 2020 concernant l'octroi aux locataires d'un prêt sur le loyer commercial dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, les articles 3, 7, 8, 9 et 18;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2021;

Vu l'urgence, motivée par la crise sanitaire actuelle, qui a un impact significatif sur l'activité économique de nombreuses entreprises à la fois directement et indirectement par les mesures de sécurité imposées;

Que les difficultés et lenteurs inhérentes à la reprise de toute activité économique après une situation de crise exigent une augmentation du montant maximal des prêts et un étalement plus large des délais de remboursement;

Vu l'avis 69.360/3 du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre en charge de l'Economie,
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/047 du 17 décembre 2020 concernant l'octroi aux locataires d'un prêt sur le loyer commercial dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° n'a pas, au moment de la demande de prêt, d'arriéré de paiement du loyer concernant la période avant le 18 mars 2020 pour les Immeubles de commerce concernés. ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/41958]

27 MEI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/047 van 17 december 2020 betreffende het verlenen van een handelshuurlening aan huurders in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering naar aanleiding van de gezondheids crisis ten gevolge van COVID-19, artikel 2, § 1;

Gelet op het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/047 van 17 december 2020 betreffende het verlenen van een handelshuurlening aan huurders in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, de artikelen 3, 7, 8, 9 en 18;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkheids test;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 mei 2021;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de voortdurende gezondheids crisis, die zowel rechtstreeks als onrechtstreeks via de opgelegde veiligheidsmaatregelen een gevoelige impact heeft op de economische bedrijvigheid van veel ondernemingen;

Dat de moeilijkheden en de traagheid die inherent zijn aan de hervatting van elke economische activiteit na een crisissituatie, dewelke een verhoging van het maximumbedrag van de leningen en een grotere spreiding van de terugbetalingstermijnen vereisen;

Gelet op het advies 69.360/3 van de Raad van State, gegeven op 17 Mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor Economie,
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/047 van 17 december 2020 betreffende het verlenen van een handelshuurlening aan huurders in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

“5° heeft op het moment van de leningaanvraag geen achterstallige betalingen voor de huurgelden met betrekking tot de periode voor 18 maart 2020 voor de betrokken Handelsspanden.”.